

Austérité et pseudo-théorie

Partage international n° 317 - Février 2015

par Patricia Pitchon

Serions-nous hypnotisés par des concepts économiques qui ne tiennent pas debout ? Par des théories économiques incapables de démontrer sur le terrain une valeur à la fois explicative et prédictive ? Faut-il subir les mesures prises au nom de ces théories, alors qu'elles provoquent tant de souffrances ?

Ces questions surgissent car les premières réponses apportées à l'effondrement économique de 2008, par les dirigeants européens et américains, suivirent dans une plus ou moins grande mesure une approche keynésienne. L'économiste John Maynard Keynes défendait le point de vue selon lequel en période difficile un gouvernement devait dépenser et, en période faste, économiser.

En 2008, plusieurs gouvernements semblaient avoir compris la leçon des années 1930, quand la réduction des dépenses publiques après le grand krach eut pour effet inutile de rendre plus difficile la vie de millions de citoyens. En 2008, aux Etats-Unis et dans quelques pays européens, une mesure d'« assouplissement quantitatif » a renfloué nombre de banques insolvables, qui avaient permis le développement de produits financiers excessivement complexes. Ces produits obtenaient de bonnes notes des agences de notation, qui ne tenaient pas compte qu'il s'agissait de *mélanges* de titres de qualité, mais également d'actifs à haut risque. Ceux qui les achetèrent avec enthousiasme perdirent des millions quand la perte de confiance et l'effondrement qui s'ensuivit révéla le degré de risque de ces produits et leur peu de valeur. Cela mit en lumière la légèreté des agences de notation, la témérité des banques et le manque de surveillance appropriée. En outre, des bulles immobilières finirent par éclater dans nombre de pays. Une fracture se fit jour entre les spéculateurs invétérés et ceux qui voulaient séparer les activités spéculatives des activités de dépôt - dépôts de millions de gens peu désireux de participer à la spéculation - et ainsi mieux protéger le public.

Jusqu'à maintenant, cette division dans l'opinion à propos de ce qu'il convient de réformer et dans quelle mesure, n'a pas été résolue. L'attachement chronique à l'excitation spéculative qui va de pair avec l'insouciance et le mépris envers la protection des clients, semblent désormais être des caractéristiques enracinées dans une culture financière curieusement lointaine de la lutte quotidienne de millions de personnes.

Plus particulièrement, il devient clair qu'il existe une discordance importante entre les théories néo-classiques actuelles et la réalité économique. Ce décalage est mis en évidence par les analyses détaillées dans *The economics of the 1 %*, de John F. Weeks [*L'économie des 1 %*, pas encore traduit]. Ce livre irrévérencieux et acerbe, démasque les prétentions de la posture de l'économie néo-libérale. Cette posture est exprimée par la théorie qu'elle défend, souvent *via* de puissantes institutions financières, des think-tanks, certains partis politiques, des hommes d'affaires influents, des universitaires, toute une gamme de publications, etc. Cela a de l'importance, car les mesures qui découlent de cette position peuvent faire de terribles dégâts. En voici quelques exemples :

Selon J. Weeks, la théorie économique néo-classique voit les gouvernements comme intrinsèquement « pesants », et cela est à mettre en rapport avec une vision égocentrique du monde où la société humaine se résume à des individus qui rejoignent ou quittent, volontairement, les institutions qu'ils créent. Par ailleurs, les marchés sont considérés comme des entités séparées des gouvernements, et de là découle que les gouvernements interviennent sur les marchés.

Mais J. Weeks fait remarquer que les marchés (qui sont de complexes processus de production, d'achat et de vente) ont besoin des gouvernements « *comme condition préalable à leur existence, ainsi que comme condition nécessaire à la continuité de leur fonctionnement* ». Ils fonctionnent à cause des régulations gouvernementales. Par conséquent, les fonctions gouvernementales ne devraient pas être trop réduites, puisqu'il est évident que les institutions financières ont besoin de supervision.

Le soi-disant libre-échange

Un autre sujet de contentieux est le soi-disant libre-

échange, qui est libre uniquement dans le sens où il bénéficie librement aux nantis, en garantissant la libéralisation du commerce de par le monde, de telle sorte que face à une compétition « ouverte » et « globale », les travailleurs sont sujets à toujours plus de pression et sont en compétition avec les travailleurs du monde entier. En fait, selon ses défenseurs, « libre » signifie un commerce dégagé des interférences du gouvernement. Les travailleurs sont forcés d'accepter des baisses de salaires permanentes comme conséquence. Le commerce intercontinental est principalement géré par des entreprises, et elles commercent surtout entre elles. Si les gouvernements s'entendaient pour réguler le marché de telle sorte que les travailleurs soient payés à minima un salaire décent (et pas un salaire minimum ridiculement faible) dans leur pays respectif, les entreprises s'adaptent malgré leur opposition probable.

Ce n'est peut-être pas une coïncidence si, dans cet environnement de dérégulation, le pouvoir d'achat actuel des travailleurs américains n'a pas augmenté en plus de quarante ans. Et des salaires qui stagnent, qui baissent, ou plus de salaire du tout sont maintenant le lot de millions de personnes en Europe, et pas seulement dans les pays en voie de développement. L'appauvrissement des travailleurs dans plusieurs endroits du monde ne représente en aucune manière un progrès.

Finalement, en février 2010, à l'occasion de la réunion du G7, il est devenu évident que les États-Unis et certains pays d'Europe épousaient une fois encore des mesures d'austérité. Mais il est désormais évident qu'ils ont fait fausse route, étant donné que les économies en question n'étaient, pour la plupart, pas assez solides. La dette privée reste considérable, de même que le chômage et la précarité de l'emploi.

John Weeks propose une alternative aux politiques d'austérité. Il fait une distinction importante entre soulager de la pauvreté et réduire la pauvreté. Il pourra surprendre certains que l'objectif du plein-emploi fixé par l'Europe occidentale et les États-Unis dans l'après-guerre (1945-1970), ait été soutenu par les gouvernements de gauche comme de droite.

Assurer le plein emploi

J. Weeks affirme que le secteur public devrait fonctionner comme une institution responsable du maintien du plein-emploi, et qu'il n'a pas besoin d'innovation : il peut augmenter les dépenses « *pour atteindre le niveau de dépenses agrégées qui réduit le chômage à son minimum pratique* » et quand l'économie récupère, le secteur public peut « *réduire les dépenses proportionnellement à leur accroissement dans le privé* ».

Il souligne que cette mesure simple est également simple à mettre en œuvre et qu'elle a déjà été mise à exécution dans les décennies après-guerre. Il est affligeant de constater qu'après les années 1970, ces mesures de régulations ont cessé simplement parce que les gouvernements ont abandonné leur engagement envers le plein-emploi, et non parce qu'il devenait difficile de les mettre en œuvre ou parce que leur besoin déclinait. Au 21^e siècle, décider de s'impliquer dans les conditions de vie réelles de la majorité pourrait amorcer un changement de politique qui rendrait nos économies plus redistributives, et ce serait une avancée majeure vers la réponse aux besoins des 99 %, plutôt qu'à ceux des 1 %.

Pour approfondir : John F. Weeks, *Economics of the 1 % : How Mainstream Economics Serves the Rich, Obscures Reality and Distorts Policy* (Anthem Press, London, 2014) ; Ann Pettifor and Douglas Coe, *The IMF and the end of Austerity* ; primeconomics.org (octobre 2012) ; Nina Shapiro, *Keynes, Steindl, and the Critique of Austerity Economics* (*Monthly Review* Vol. 64, n° 3, 2012) ; *Global Growth Disappoints, Pace of Recovery Uneven and Country-Specific* (*IMF Survey Magazine*, octobre 2014).

Auteur : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au quotidien colombien El Tiempo. Aujourd'hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante. Également psychologue, elle travaille avec les réfugiés.

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()